CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 27 février 1958.

AVIS

PRÉSENTÉ

au nom de la Commission de la production industrielle (1) sur la proposition de résolution de M. ARMENGAUD tendant à inviter le Gouvernement à équilibrer la balance des comptes de la zone franc, dans le cadre d'une politique financière et fiscale motrice et rigoureuse.

Par M. BOUSCH

Sénateur.

---

(1) Cette Commission est composée de : MM. Bousch, *Président* ; Laurent-Thouvery, Henri Cornat, *Vice-Présidents* ; Vanrullen, Coudé du Foresto, *Secrétaires* ; Ajavon, Bataille, Auguste-François Billiemaz, Bonnet, Bouquerel, René Caillaud, Nestor Calonne, Chambriard, Droussent, Charles Durand, Grégory, Haidara Mahamane, Alexis Jaubert, Lebreton, Longchambon, Maillot, Pierre Marty, Claude Mont, Ohlen, Pascaud, Piales, Raymond Pinchard, Suran, Teisseire, de Villoutreys.

Voir les numéros :

Conseil de la République : 468 (Session de 1956-1957), 75 et 237 (Session de 1957-1958).

SOMMAIRE

	Pages.
Introduction	3
I. — La situation actuelle de notre balance des comptes.....	4
II. — Le secteur énergétique.....	5
III. — Les industries chimiques.....	9
IV. — Observations diverses.....	11
Conclusion	14

INTRODUCTION

Mesdames, Messieurs,

M. Armengaud a déposé, le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à équilibrer la balance des comptes de la zone franc dont l'actualité est devenue malheureusement de plus en plus brûlante.

Cette proposition de résolution a fait l'objet d'un rapport de MM. Armengaud et Fillon, au nom de la Commission des finances, et d'un rapport pour avis de M. de Villoutreys, au nom de la Commission des affaires économiques.

En raison de l'importance des travaux déjà effectués, auxquels elle se plaît à rendre hommage, votre Commission de la production industrielle s'est bornée à examiner certains aspects de l'importante étude de M. Armengaud, et notamment « les productions françaises à faire naître ou à développer en vue d'utiliser rationnellement les ressources nationales ».

A la vérité, votre Commission ne méconnaît pas que l'ensemble des conclusions des rapporteurs pose un problème institutionnel, à savoir *la possibilité pour le Gouvernement d'agir par voie d'autorité sur l'évolution de l'économie*. Mais elle pense également qu'il n'était pas mauvais de définir ce que la logique voudrait que l'on fit, même s'il apparaissait qu'en pratique les conclusions logiques ne pourraient vraisemblablement pas être intégralement appliquées, en raison du système économique hybride dans lequel nous vivons.

I. — La situation actuelle de notre balance des comptes.

Sur le plan proprement dit de l'équilibre de notre balance des comptes, la Commission de la production industrielle a observé que l'année 1958 se présentait avec un certain nombre de facteurs favorables.

En premier lieu, la douceur de l'hiver a permis des économies de combustibles et l'hydraulicité s'est améliorée, en sorte que le recours aux centrales thermiques sera moins important qu'on avait pu le craindre.

Par ailleurs, la baisse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux allège le coût de nos importations et réduit nos dépenses en devises pour un même volume d'achats: c'est ainsi que, malgré « l'opération 20 p. 100 », l'indice des prix de gros des matières premières importées n'a augmenté que de 4 1/2 p. 100 entre juillet 1957 et janvier 1958.

En outre, la baisse des taux de fret sur les marchés mondiaux se poursuit et réduit nos dépenses de transports maritimes en monnaie étrangère, tandis que l'afflux de touristes en France semble devoir être, en 1958, très supérieur à celui de 1957.

Au total, les perspectives d'évolution de notre balance des paiements sont plus favorables que celles que l'on pouvait entrevoir en octobre 1957.

Il n'en demeure pas moins que, paradoxalement, l'expansion de la production industrielle, qui se poursuit toujours à peu près au même rythme (9 à 10 p. 100 en valeur et 4 à 5 p. 100 en volume) que pendant les cinq années précédentes, rend plus difficile l'équilibre de nos échanges extérieurs. Cette expansion constituerait une cause de difficultés nouvelles sur le plan de nos ressources en devises au début de 1959 si elle ne s'accompagnait pas d'un effort d'exportations plus vigoureux que celui qui a déjà été amorcé.

En effet, si l'on considère la situation de janvier 1958, on observe que les importations de l'étranger (155,8 milliards de francs) ont été supérieures de 44 milliards aux exportations vers l'étranger (111,7), en sorte que le pourcentage de couverture de nos importations par nos exportations n'a été que de 72 p. 100

en janvier en ce qui concerne les échanges avec les pays étrangers, alors qu'il avait atteint 87 p. 100 en moyenne durant le dernier trimestre 1957.

Sans doute, saisonnièrement, le premier semestre est marqué par des déficits commerciaux extérieurs et il n'y a pas lieu de tirer de cette évolution des conclusions exagérément pessimistes.

Sans doute, également, il faut tenir compte du fait que les importations sont comptabilisées C. A. F. (assurance et fret inclus) et les exportations F. O. B. (assurance et fret non compris), en sorte que le pourcentage de couverture correspondant à l'équilibre des échanges varie avec le coût du fret et de l'assurance, mais s'établit en moyenne à 90 p. 100.

Il n'en demeure pas moins que notre situation est toujours préoccupante et que les propositions de MM. Armengaud et Fillon doivent être examinées avec un intérêt renforcé.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que l'économie nationale a besoin à la fois des matières premières importées et des bonnes dispositions de ses partenaires étrangers, nos clients étant bien souvent aussi nos fournisseurs.

II. — Le secteur énergétique.

La Commission de la production industrielle a examiné en premier lieu la situation du secteur énergétique et ses répercussions sur la balance des comptes.

Notre bilan énergétique national s'est établi, en 1957, approximativement à 123 millions de tonnes d'équivalent charbon, dont 38 p. 100 (soit 47 millions de tonnes) sont importés, ces importations étant constituées essentiellement de charbon et de pétrole.

Selon les prévisions effectuées par la Commission de l'énergie du Commissariat général au Plan, cette situation déficitaire doit se maintenir sensiblement au même niveau, en pourcentage, jusqu'en 1961.

Par contre, en valeur absolue, le déficit doit passer, pendant le même temps, de 47 millions à près de 51 millions de tonnes, et ce malgré l'apport du gaz naturel qui doit représenter 6 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1961. Mais si l'on extrapole à 1975, malgré l'apport de l'énergie nucléaire, nos importations nettes d'énergie atteindront encore 58 millions de tonnes d'équivalent charbon.

1. — *Le charbon.*

Comme l'a observé M. Armengaud, sur le plan national il faut *viser à mieux utiliser le charbon autant qu'à accroître la production* et votre Commission de la production industrielle ne saurait trop insister sur la nécessité d'appliquer les recommandations du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie en matière de rendement thermique des installations et appareils.

Des économies de combustibles résulteront également, dans la sidérurgie, de la concentration et de l'agglomération des minerais de fer, ainsi que de la réduction directe du même minerai, de l'accroissement de la capacité des hauts fourneaux, de l'utilisation de la surpression et peut-être, dans l'avenir, de l'utilisation industrielle des bas fourneaux.

Les économies de charbon sont d'autant plus importantes que la production du charbon est, dans notre pays, extrêmement rigide et que son accroissement ne peut être que lent.

Cette production, selon les prévisions, doit passer de 59 millions de tonnes en 1957 à 62 en 1961, 65 en 1965 et 68 en 1975.

2. — *L'électricité.*

Si l'on ne peut pas compter sur un accroissement rapide de la production de charbon pour restreindre les importations de ce produit qui nous coûtent, bon an mal an, l'équivalent en devises de 90 milliards de francs, il semble qu'il serait possible de substituer à l'emploi de ce combustible d'autres sources d'énergie et, en premier lieu, l'hydroélectricité, ressource nationale s'il en est.

Or, en ce domaine, si les investissements seront supérieurs en 1958 à ceux qui ont été réalisés en 1957, ils présentent l'inconvénient de se borner à la poursuite des travaux engagés les années précédentes, *aucune opération nouvelle (même celles comme la Rance pour lesquelles une décision de démarrage avait été prise) n'étant lancée en 1958.*

Certes, il est préférable de ne pas retarder la mise en service de Serre-Ponçon sur la Durance et de Vogelgrün sur le Rhin car ces deux ouvrages, qui doivent être achevés en 1960-1961,

débiteront 1 milliard et demi de kilowatts-heure par an, c'est-à-dire qu'il faudrait importer 700.000 tonnes de charbon si, à l'échéance prévue, ils ne pouvaient pas entrer en fonctionnement.

Il n'en reste pas moins que si l'on évite, à l'échéance 1960-1961, d'être privé des kilowatts-heure de Serre-Ponçon et Vogelgrün, un déficit du même ordre se présentera, deux ans plus tard, par suite du retard apporté au démarrage des opérations nouvelles.

Ainsi, les investissements effectués dans le domaine de l'hydroélectricité ne pourront pas réduire la consommation de charbon puisqu'ils seront à peine suffisants pour couvrir une partie de l'accroissement de la consommation d'électricité.

On peut donc regretter qu'aucune opération hydraulique ne soit démarrée cette année et l'on pourrait être inquiet de cette situation où la courbe de la production va marquer un palier, alors que celle de la consommation poursuivra son mouvement ascendant, s'il n'existait un expédient pour différer la redoutable perspective des coupures et des délestages: il s'agit du « tarif vert » qui doit faciliter l'harmonisation de la consommation avec une production économiquement répartie en procurant un avantage substantiel aux industries qui « s'effaceront » aux heures de pointe.

Il ne faut toutefois pas s'exagérer l'importance des effets du « tarif vert » qui n'accordera qu'un répit d'à peine une année.

3. — *Le gaz naturel.*

Mais il y a le gaz de Lacq et il est bien certain que ce gisement, dont on peut estimer les réserves à 400 milliards de mètres cubes, constituera un apport énergétique précieux à notre économie; il faut bien reconnaître que la détérioration de notre situation financière extérieure a conduit à envisager une accélération de l'exploitation du gaz de Lacq.

Il y a deux ans, les perspectives étaient d'atteindre 20 millions de mètres cubes par jour en 1964-1965. A la fin de 1956, la satisfaction de cet objectif est prévue pour fin 1962 et, au cours de l'année 1957, ce sont successivement les années 1961 et 1960 qui sont retenues.

Or, *une cadence d'exploitation de 20 millions de mètres cubes par jour est équivalente à une production annuelle de 6 millions de tonnes de charbon.*

Il y a donc eu une accélération incontestable de la mise en valeur du gisement de Lacq mais il faut ramener à ses justes proportions l'importance de ce gisement puisque quand sa cadence d'exploitation sera de 20 millions de mètres cubes par jour *son apport au bilan énergétique national ne constituera encore que 4 p. 100 de la consommation globale.*

Toutefois, cette production journalière n'est pas une production maximum et il est vraisemblable que l'on réalisera 30 millions de mètres cubes par jour, équivalant à une production annuelle de 9 millions de tonnes de charbon au cours de 1962.

Enfin, selon les conclusions du Comité permanent d'étude et de coordination pour l'utilisation du gaz de Lacq, « un objectif supérieur n'apparaît pas déraisonnable si le niveau des réserves dépasse les chiffres actuellement envisagés ».

*
* * *

Quant à *l'énergie nucléaire*, comme elle n'interviendra pas d'une manière appréciable avant 1965 et véritablement importante avant 1975, son incidence sur la balance des comptes est négligeable pour le moment.

En résumé, si des investissements accrus permettront une mise en valeur rapide du gisement de gaz de Lacq, *nos difficultés financières ont abouti, au contraire, dans le domaine de l'hydro-électricité, à une stabilisation, pour ne pas dire une stagnation, à une époque où il eût été nécessaire d'accélérer le démarrage de nouveaux ouvrages.*

Par contre, les investissements prévus à la fois pour la recherche et l'exploitation *du pétrole* doivent atteindre, en 1958, 172 milliards pour l'ensemble de l'Union française, dont 80 milliards pour la recherche et 92 milliards pour l'exploitation et le transport. L'augmentation est considérable par rapport à 1957 où les dépenses d'investissements dans le même domaine se sont élevées à 113 milliards.

Il faut toutefois souligner que le financement de ces investissements a été facilité par la mise sur pied de sociétés financières spéciales qui ont su drainer des ressources considérables.

Ainsi pourra être sensiblement augmentée, en 1958, la production de pétrole de l'Union française qui a atteint 1.700.000 tonnes en 1957. Par l'exploitation du gisement d'Hassi-Messaoud et de celui d'Edjeleh, la France sera en mesure de produire, avant 1961, 9 millions de tonnes de pétrole. Mais à la même époque la consommation de la zone franc sera de l'ordre de 34 millions de tonnes. Ainsi, *le remarquable effort d'investissement aboutira simplement à ne pas aggraver en valeur absolue la part de nos importations de produits pétroliers dans la balance des comptes.*

III. — Les industries chimiques.

Dans leur rapport, MM. Armengaud et Fillon donnent de nombreuses et précieuses indications et insistent notamment sur la valorisation du charbon et du pétrole. M. de Villoutreys souligne également les prévisions de développement des industries chimiques, élaborées par la Commission de la chimie du Plan.

Nous ne nous étendrons donc pas longuement sur les possibilités offertes par le développement de l'industrie chimique, nous bornant à indiquer quelle a été, en 1957, la situation de ce secteur au point de vue de la balance commerciale.

Les importations de produits chimiques en provenance de l'étranger ont atteint, l'an dernier, 172 milliards de francs, tandis que les exportations étaient de 101 milliards de francs, soit un déficit de 71 milliards et un taux de couverture des importations par les exportations de 59 p. 100.

La faiblesse de ce taux de couverture est due principalement aux importations de grandes matières premières, telles que le caoutchouc (30 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1957), le soufre et les pyrites (6 milliards pour les dix premiers mois de 1957), les corps gras (92 milliards pour les dix premiers mois de 1957) (1). Ces matières premières représentent à elles seules 128 milliards, soit 56 p. 100 des importations des industries chimiques pendant cette même période de dix mois.

Comme l'a souligné M. Armengaud, le développement de la production de soufre de Lacq, la création en France d'une industrie du caoutchouc synthétique et du noir de carbone entraîneront une réduction substantielle de ces importations obligatoires.

---

(1) Il faut toutefois noter que toutes les importations de corps gras ne sont pas destinées aux industries chimiques proprement dites, une bonne partie allant aux huileries et savonneries.

La Commission de la chimie du Plan prévoit qu'il sera nécessaire d'investir, pour atteindre les objectifs retenus (augmentation de la production de ce secteur de 74 p. 100 de 1954 à 1961), en cinq ans, une somme de l'ordre de 400 milliards de francs, dont plus de 150 pour la chimie organique.

Mais est-il possible de faire plus ? MM. Armengaud et Fillon le pensent puisqu'ils estiment que l'objectif du Plan constitue :

« Un minimum prudent, élaboré sous le signe d'une politique industrielle marquée par un double refus : celui d'orienter fermement l'entreprise privée dans la voie d'investissements prioritaires décidés par l'Etat, d'une part, celui de pousser les entreprises publiques à déborder, dans le cadre de structures juridiques nouvelles, de leur sphère d'activités fondamentales, afin de se substituer aux entreprises privées défaillantes, d'autre part.

« Ainsi, les économies en devises pourraient être largement doublées pour peu qu'on décide de ne pas se limiter aux seuls produits actuellement connus et que la Puissance Publique laisse financer ces activités en conséquence. »

Or, les investissements ont atteint 65 milliards de francs en 1956 et environ 70 milliards en 1957. La plupart de ces investissements se traduisent par une amélioration sensible de la balance commerciale : une étude portant sur les investissements de 37 sociétés a chiffré à 8 milliards de francs le gain en devises obtenu en 1957.

Mais de tels investissements, qui représentent fréquemment plus de 10 p. 100 du chiffre d'affaires annuel, entraînent des difficultés de financement, d'autant plus que les ressources des sociétés anciennes diminuent à la fois par suite de la réduction des marges bénéficiaires et de l'élévation du taux de l'impôt sur les sociétés.

Il y a donc en la matière un problème délicat de financement, dont le coût élevé du crédit bancaire en France ne facilite pas la solution.

*
* *

Au secteur des industries chimiques, on peut rattacher celui des *textiles artificiels et synthétiques*.

Avec un total de 123.500 tonnes de rayonne et de fibranne, l'industrie française des textiles artificiels a atteint, en 1957, une production record supérieure de 12,8 p. 100 à celle de l'année précédente, tandis que pour les textiles synthétiques l'augmentation a été de 33 p. 100 avec une production de 19.700 tonnes.

Le développement de ce secteur, et notamment des textiles synthétiques, doit alléger d'une manière appréciable notre balance des comptes, car il permettra de réduire les importations de laine et de coton.

On observe au contraire, en raison de l'augmentation de la demande intérieure, une diminution des exportations de fibres artificielles, revenues de 24.300 à 19.500 tonnes. Les exportations de fibres synthétiques sont toutefois passées de 2.000 à 3.000 tonnes.

En matière de fibres synthétiques, comme le fait observer M. Armengaud, nos ressources en pétrole, gaz de houille et gaz naturel suffisent, compte tenu des importations de pétrole brut et la production de gaz naturel.

En matière de rayonne et de fibranne, au contraire, il faudra développer la production des pâtes françaises à partir des bois feuillus, tout en respectant le patrimoine forestier et, indépendamment des matières premières nécessaires, se pose un problème de financement auquel nous avons déjà fait allusion.

IV. — Observations diverses.

1° *Les industries mécaniques et électriques.*

La Commission de la production industrielle n'a pas eu le loisir d'examiner d'une manière approfondie tous les secteurs de l'industrie française. Elle n'a pu, notamment, étudier la situation de l'immense *secteur des industries mécaniques et électriques*. Au demeurant, le rapport de MM. Armengaud et Fillon est également documenté en ce domaine, particulièrement en ce qui concerne la construction mécanique.

Dans le domaine de la construction électrique, l'accentuation de l'effort déjà entrepris doit permettre à la France de se libérer de nombreuses importations coûteuses, notamment dans le domaine de l'électronique, de la radio et de la télévision. Mais surtout la Commission se doit de souligner la politique incohérente menée dans le secteur de la grosse construction électrique (alternateurs) et de demander que cette politique soit révisée. Dans cette industrie, on a bloqué les prix durant de longues années et parfois interdit le jeu des formules de variations, même pour les contrats à long terme. Le résultat de cette politique est que toutes les sociétés de construction électrique sont dans une situation difficile, certains dirigeants français étant même amenés

à se demander si, dans le cadre du Marché commun, il ne serait pas préférable de réaliser les nouveaux investissements en Allemagne plutôt qu'en France.

Inutile de souligner combien ce blocage des prix, joint à une fiscalité croissante et à une augmentation du coût du crédit, a réduit les possibilités d'autofinancement des entreprises intéressées. Or, à la fois dans le cadre du Marché commun et dans l'optique d'un redressement de notre balance des comptes, il est nécessaire de faciliter le développement de la construction électrique française.

2° *La propriété industrielle.*

Enfin, il est un domaine où l'effort déjà amorcé doit être vigoureusement poursuivi: celui de la *propriété intellectuelle*. En 1956, nos dépenses à ce titre ont été, avec 33 milliards de francs, supérieures de 16 milliards à nos recettes et nous avons dû payer un lourd tribut à l'étranger, particulièrement sous la forme de redevances pour l'achat de *brevets d'invention* ou utilisations de *licences*.

La fiscalité en la matière agit à contre-sens puisqu'elle permet de passer par frais généraux les redevances payées à l'étranger alors qu'elle taxe intégralement les recettes provenant de l'étranger à la suite d'une cession de licences et interdit en outre le réinvestissement hors impôt desdites recettes dans de nouvelles recherches.

Cette fiscalité doit donc être réformée comme l'a d'ailleurs demandé le Conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique. Mais surtout, il est nécessaire d'organiser en France cette forme moderne d'exportation qu'est l'*engineering*. Ce mot, difficilement traduisible en français, désigne l'étude de projets industriels sous tous ses aspects, techniques, économiques, financiers, monétaires et sociaux. Aux Etats-Unis, l'« *engineering* » est conçu sous la forme d'une entreprise indépendante, spécialisée, effectuant toutes les études économiques et financières, techniques et scientifiques. Elle assure même les achats de matériel et surveille les chantiers. Bref, elle vise à permettre l'acquisition d'une usine de plusieurs milliards avec la même facilité qu'une maison de campagne. Cette conception essentiellement commerciale de l'*engineering* permet aux Etats-Unis de vendre chaque année au monde entier pour plusieurs centaines de millions de dollars d'*engineerings* divers: « *civil* »

engineering (génie civil), « mechanical » engineering (équipement en matériel), « managment » engineering (organisation de la gestion des entreprises), « methods » engineering (étude des méthodes), voire « sales » engineering (technique de vente).

En France, deux sociétés de ce genre ont été créées, l'une, *Sofrerail* (Société française d'Etudes et de Réalisations ferroviaires), réunit la S. N. C. F. et les constructeurs de matériel ferroviaire; l'autre, *Sofremines*, groupe les Charbonnages de France, les mines de fer et les constructeurs de matériel de mines.

L'une et l'autre ont déjà conclu d'appréciables contrats à l'étranger, notamment Sofrerail aux Indes l'été dernier et Sofremines au Japon et au Brésil. En outre, d'importantes négociations sont en cours, notamment avec la Chine populaire.

On ne peut que se féliciter de voir de telles réalisations et inviter les pouvoirs publics à en faciliter de nouvelles. Car, dans l'avenir économique qui s'ouvre devant nous, il faut faire place à l'entente par delà les formes juridiques d'exploitation et de propriété.

3° *Les ententes.*

A cette forme particulière d'*entente* doivent se juxtaposer des formes plus traditionnelles de liaisons entre différentes entreprises d'un même pays ou de plusieurs pays. Si, en effet, certaines ententes malthusiennes sont nocives à la fois sur le plan social et sur le plan économique car elles s'opposent à une saine concurrence, la concurrence elle-même peut devenir anarchique et freiner l'expansion nécessaire, principalement dans les secteurs qui nécessitent la mise en œuvre d'investissements considérables qui ne peuvent être rentables que moyennant une utilisation intensive.

L'absence de plan d'ensemble et d'ententes, soit dans le cadre d'un pays, soit dans celui d'une communauté économique plus vaste, peut aboutir à un suréquipement affaiblissant paradoxalement le potentiel économique du pays ou de la communauté intéressée (1).

Les ententes de production, de spécialisation et même celles qui aboutissent à un partage de marchés, dans la mesure où elles ont pour but d'éviter les luttes stériles, doivent donc être considérées comme susceptibles d'améliorer les conditions de production et de vente et, en conséquence, de faciliter les exportations.

---

(1) Incidemment, il faut signaler que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a été impuissante à éviter de tels suréquipements.

CONCLUSION

En résumé, la clef de l'équilibre de la balance des comptes se trouve dans l'investissement: investir pour importer moins, investir pour exporter plus.

Et MM. Armengaud et Fillon ont eu raison d'attirer l'attention du Parlement et du pays sur les secteurs où l'effort doit être porté. Il n'en reste pas moins que se pose un *problème de financement*. Les rapporteurs de la Commission des finances estiment que la réduction des dépenses improductives pourrait faciliter le financement des investissements nécessaires. La Commission de la production industrielle n'a pas examiné particulièrement cet aspect du problème qui ne ressort pas de sa compétence. Mais elle a observé combien le loyer de l'argent est élevé en France, alors qu'aux Etats-Unis un taux de 3 p. 100 est considéré comme déjà lourd. Il lui a semblé, en outre, que la nationalisation des grands établissements de crédit n'avait entraîné aucune économie de gestion puisqu'elle n'avait été suivie d'aucune concentration des agences et bureaux. Sans doute n'y a-t-il là qu'une raison mineure à l'élévation du loyer de l'argent. Mais une organisation rationnelle supposerait que les établissements de crédit nationalisés ne se fassent pas une concurrence qui pèse sur l'ensemble de l'économie. Car le problème est de fournir à nos entreprises des capitaux abondants et à bon compte. La loi du 26 juin 1957 a édicté des formules nouvelles de collecte de l'épargne: constitution de sociétés à capital variable ou de sociétés de placement collectif, création de certificats d'actions au porteur sans droit de vote représentant les seuls droits pécuniaires pris par l'Etat sous la forme de participations dans différentes sociétés de recherche pétrolière.

D'autres formules de financement ont également été mises sur pied soit dans le cadre de groupements professionnels du type du groupement du G. I. S. (Groupement de l'industrie sidérurgique) ou dans celui de sociétés d'économie mixte telles que la Compagnie nationale du Rhône, ou de fonds spéciaux d'investissements tels que le Fonds routier ou le Fonds de soutien aux hydrocarbures.

Il est malheureusement arrivé trop souvent que l'Etat ait fait servir, à la satisfaction de ses besoins urgents de trésorerie, des fonds qui auraient dû être affectés normalement au financement de grands programmes d'expansion économique. Le Fonds routier est l'exemple le plus caractéristique de ce détournement et, dans le budget de 1958, on observe une évolution analogue des crédits du Fonds de soutien aux hydrocarbures.

MM. Armengaud et Fillon ont donc raison d'insister sur la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes financiers qui incitent l'épargne à s'investir dans les activités qu'il importe de développer.

Si la prépondérance de l'Etat sur le marché financier crée des difficultés aux grandes entreprises qui ont accès à ce marché, la situation des petites et moyennes entreprises n'est pas meilleure. Ces entreprises, en effet, pour financer leurs investissements, ont essentiellement recours à l'autofinancement et le meilleur moyen de faciliter les investissements à ce niveau serait d'accorder des exonérations fiscales dans les secteurs où il importe d'accroître le potentiel économique français.

Or, depuis plusieurs années, tant par le blocage des prix que par l'élévation de la fiscalité directe frappant les entreprises industrielles et commerciales et par le coût élevé du crédit à court et à moyen terme, on a réduit à la fois les marges bénéficiaires et les possibilités d'autofinancement de la grande masse des entreprises françaises.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 18 du projet de loi de finances sur la sélectivité des investissements devraient constituer un bon instrument pour éviter une mauvaise répartition des investissements. Mais, dans la situation financière actuelle de la France, on peut craindre qu'il soit utilisé pour réduire les investissements nécessaires.

Enfin, avant de terminer, votre Commission de la production industrielle tient à souligner combien notre expansion économique à l'étranger est liée à *la propre expansion de notre marché intérieur*. La puissance exportatrice d'un pays dépend de l'expansion de son marché intérieur, de la multiplication de ses chaînes de fabrication, de l'emploi optimum de la main-d'œuvre et des sources d'énergie, de la bonne réalisation des investissements et d'une division du travail rationnelle.

Mais ce serait une erreur de briser la demande intérieure qui constitue le tremplin de l'exportation. Il suffit de lui enlever tout caractère spéculatif et de la canaliser dans des limites raisonnables en ne lui accordant qu'une partie du supplément de production réalisé. L'exemple de l'industrie automobile en 1957 montre qu'un tel objectif peut être atteint.

Comme le fait observer M. *Alfred Sauvy* à l'occasion des engagements sur notre politique économique que nous avons pris envers les instances internationales qui nous ont consenti le récent prêt de 600 millions de dollars : « s'inspirant de conceptions financières strictes et peu opportunes, les prêteurs ont imposé une politique peu favorable à l'avenir : réduire les investissements et la construction de logements peut certes entraîner une réduction de la demande et un ralentissement de la pression inflationniste. Mais c'est un remède désastreux à moyen terme. La thèse libérale l'emporte dans toute sa brutalité et, il faut bien le dire, dans tout son retard sur les événements. Tant qu'à recevoir des conditions de l'étranger, il eût été heureux pour nous que celles-ci soient bien inspirées et *visent à accroître l'offre en premier lieu, avant de chercher à réduire la demande.* »

Nous ne saurions mieux faire que de conclure sur cette opinion et, sous réserve de la modification des mécanismes institutionnels d'orientation de notre économie que suppose la proposition de résolution de M. *Armengaud*, votre Commission de la production industrielle émet un *avis favorable* à son adoption.